

Le pouvoir aux travailleurs

09 Février 2013

N° 188

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- POUR FAIRE PLIER GOUVERNEMENT ET PATRONAT, IL FAUDRAIT UNE GREVE GENERALE DE L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS DU PUBLIC ET DU PRIVE !	2
- FAVEURS POUR LE PATRONAT, MENACES ET PROMESSES NON TENUES POUR LES AUTRES	3
- « 2013, ANNEE DE LA SANTE » SELON LE GOUVERNEMENT : ON VEUT PLUS QUE DES PAROLES !	3 - 4
- IL FAUT PLUS DE MOYENS DE TRANSPORTS COMMUNS.....	4
- LE GOUVERNEMENT VEUT SERVIR DE LA « PATIENCE » AUX TRAVAILLEURS.....	5
- « DISCUSSION DIRECTE », FPI-GOUVERNEMENT : QUAND LES OISEAUX DE MEME PLUMAGE S'ASSEMBLENT.....	5
- UNIVERSITES DE COCODY ET D'ABOBO ADJAME : LIEU DE SOUFFRANCE DES ETUDIANTS	6
- MICA0, PETIT BOUAKE : LES POPULATION EXPOSEES A UNE POLLUTION DE L'AIR	7
- SOTACI, SECTION MACHETTE : CONDITIONS DE TRAVAIL INFERNALES.....	7
- SICOGI PK 18 : PETITE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS APRES TROIS JOURS DE GREVE !.....	8 - 9
- MALI : L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DÉCIDE, LES AUTORITÉS MALIENNES EXECUTENT.....	10

**POUR FAIRE PLIER GOUVERNEMENT ET PATRONAT, IL FAUDRAIT UNE GREVE
GENERALE DE L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS DU PUBLIC ET DU PRIVE !**

Les enseignants et le personnel de la santé du secteur public sont en grève depuis le 4 février. Les premiers ont annoncé une grève de 10 jours et les seconds de 4 jours. Cette grève fait suite aux 3 jours de grève réussie des travailleurs de l'ensemble du secteur public quelques jours auparavant.

Cette grève est, elle aussi, massivement suivie. Les écoles sont fermées ; les hôpitaux et les centres de santé fonctionnent uniquement avec le service minimum obligatoire.

En réponse, le gouvernement s'est montré ferme en arrêtant 12 enseignants à Yamoussoukro, pour « *trouble à l'ordre public* ». Ils ont été écroués dans la prison civile de Toumodi et jugés. Le gouvernement a aussi annoncé qu'il engageait une procédure pour ponctionner sur les salaires des grévistes.

Un prétendu « *comité de médiation* » composé de chefs religieux et de chefs traditionnels a demandé aux grévistes de « *suspendre leur mouvement de grève afin de favoriser, disent-ils, un cadre apaisé de discussions* ». En somme, rien d'étonnant venant de ces parasites qui vivent sur le dos de l'Etat !

Le porte-parole du gouvernement, au sortir du dernier Conseil des ministres, a dit, pêle-mêle, que l'Etat ne peut pas assumer toutes les promesses qui avaient été faites par le précédent gouvernement ; que cela risque de « *déséquilibrer fortement les comptes de l'Etat* » ; que les salaires ne peuvent pas, selon lui, dépasser un certain « *ratio* », au nom de la « *bonne gouvernance* » ! Satisfaire les revendications des travailleurs équivaut, selon lui, à « *manger notre blé en herbe* ». « *Chose que nous devons nous garder de faire, pour le salut de notre pays* », ajoute-t-il, avec tout le mépris propre aux gens qui sont rassasiés ! Et en bonimenteur, il conclut que moins les fonctionnaires gagnent, plus la part d'investissement de l'Etat augmente et plus gros sera donc la part de « *gâteau* » que chacun recevra demain. Mais qu'il nous dise donc, pourquoi ne commence-t-il pas par baisser son salaire, ceux des ministres, des députés, de tous ces hauts dignitaires de l'Etat, eux qui touchent entre 50 à 70 fois le salaire d'un ouvrier !

N'importe quel ouvrier vous dira à quel point ce genre d'argument est pure imbécillité ! Tout le monde peut voir que les investissements dans les entreprises n'ont pas fait défaut ces trente dernières années. Mais les salaires, ont-ils augmenté pour autant ?

En fait, le gouvernement se comporte comme n'importe quel patron devant des travailleurs qui exigent de meilleurs revenus.

Ce qui est certain, c'est que ce mouvement de grève dans la fonction publique est une occasion pour les travailleurs du secteur privé de se joindre eux aussi au mouvement. Il s'agit des ouvriers d'usines, des employés de banque et des bureaux, des travailleurs du port, ceux de la Sotra, etc. Tous ces travailleurs qui partagent aujourd'hui une vie de misère et qui sont considérés comme des moins que rien. Ensemble, ils peuvent toucher justement là où ça fait le plus mal aux riches : à leur poche, en bloquant leurs usines, en bloquant leur économie ! C'est la seule façon de se faire entendre ! Il ne s'agit pas de demander une aumône. Il s'agit d'exiger des riches plus de justice !

L E U R S O C I E T E

FAVEURS POUR LE PATRONAT, MENACES ET PROMESSES NON TENUES POUR LES AUTRES

Le 5 février dernier, Le gouvernement a rencontré la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), une organisation patronale. Le porte-parole de cette organisation a remis un document de 30 pages au gouvernement qui regroupe l'ensemble de ses préoccupations. Avant cela, c'était le Directeur Général des Impôts qui donnait des explications à la Fédération Nationale des Industries et services de Côte d'Ivoire (FNISCI).

Lors de ces rencontres, ces représentants du gouvernement ne manquent pas de souligner les efforts déjà faits par le gouvernement pour eux, en leur rappelant les milliards de cadeaux déjà faits.

Mais d'un autre côté, quand c'est le personnel de la santé ou le personnel enseignant qui fait état des besoins réels, ce sont les fausses promesses. Et quand ceux-ci fatigués d'attendre se décident à se mettre en grève, ce sont les menaces. Telles celles du ministre de l'Education Nationale qui a traité la grève des enseignants d'inopportune et qui envisage de poster des forces de l'ordre dans les établissements publics. A Dimbokro, deux enseignants qui voulaient entraîner leurs camarades dans la grève ont été accusés d'entrave au fonctionnement d'un service public. Ils ont été condamnés à 3 mois de prison avec sursis.

Pour ceux encore qui ont des doutes, le camp du gouvernement c'est celui des patrons !

« 2013, ANNEE DE LA SANTE » SELON LE GOUVERNEMENT : ON VEUT PLUS QUE DES PAROLES !

A l'occasion de son discours de nouvel an, le président qui n'est pas du tout avare de promesses et d'effets d'annonces a déclaré 2013, année de la santé. Ainsi, il dit : *« la santé sera la priorité des priorités en 2013, avec notamment la mise en œuvre effective de l'assurance maladie, le renforcement des capacités du personnel médical et paramédical, la construction et la réhabilitation de 450 établissements sanitaires dotés de plateaux techniques plus efficaces et plus performants. »*

C'est bien beau tout ça. Mais en attendant, il n'y a qu'un seul service d'Urgences de Chirurgie dans le public qui marche et c'est celui du CHU de Yopougon. Débordé et manquant de tout, celui qui y arrive mal en point a toutes les chances d'y passer. Les CHU manquent de tout, comme le disait un radiologue du CHU de Yopougon, par manque de simple papier, on ne fait pas d'Electrocardiogramme(ECG). Alors que le paquet de 300 feuilles coûte 18 000f. Pendant deux jours, il y a eu coupure

L E U R S O C I E T E

d'électricité au CHU de Cocody, il n'y avait pas un seul groupe électrogène pour suppléer. Pourtant ces hôpitaux sont situés à Abidjan et sont censés être le fleuron de notre système sanitaire. Cette situation catastrophique augure de ce que ça peut être à l'intérieur du pays. Là-bas, il y a des centres de santé sans personnel. C'est aberrant quand on sait

qu'en début d'année, c'était 3 promotions différentes des agents de santé sur la sellette depuis des années qui manifestaient pour leur intégration à la Fonction publique.

La population pauvre n'a que ces hôpitaux pour se soigner. Il est indispensable qu'ils soient en état de fonctionnement.

IL FAUT PLUS DE MOYENS DE TRANSPORTS COMMUNS

Une étudiante a été blessée à un pied le 18 janvier dernier en montant dans le bus. En effet, il y a peu de bus qui desservent le campus. Et pour y monter, on assiste à des bousculades. Cet accident a provoqué la colère des étudiants qui ont manifesté à plus d'un millier devant la présidence de l'université.

L'université a ouvert ses portes sans que l'Etat ait prévu toutes les mesures d'accompagnement qu'il fallait.

Ce sont des dizaines de milliers d'étudiants qui ont repris les cours et dont le principal moyen de déplacement demeure le bus.

La reprise universitaire fait que tout le monde ressent encore plus cruellement l'insuffisance des moyens de transport. Tous ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir un express, un wôrô-wôrô ou un taxi compteur sont aux abords des différents points de chargement jusque tard dans la nuit.

DEGUERPISSEMENT DES PETITS REVENDEURS A MARCORY ANOUMABO

Les opérations de déguerpissement entrepris par le gouvernement continuent. Le 7 février dernier, ce sont les petits revendeurs à l'entrée du pont d'Anoumabo à Marcory, qui ont reçu la visite des bulldozers et des soldats. Leurs baraques ont été démolies et leurs étalages renversés sans procès et sans compensation. Aucune mesure n'a été prise pour recaser les 250 personnes qui exerçaient là. Pour la plupart d'entre

elles, ces personnes avaient développé leur commerce en essayant de revendre des objets (bouteilles, ferraille, pièces d'électroménager, etc.) récupérés dans les décharges.

Par cette opération, le gouvernement entend lutter contre l'insalubrité. Si des hommes se transforment en écumeurs de décharges publiques et si d'autres ne se gênent point de s'approvisionner en objets provenant des décharges, ce n'est pas

L E U R S O C I E T E

dans le souci de contrarier messieurs les membres du gouvernement. Ce n'est pas par manque de conscience des dangers auxquels ils s'exposent. C'est surtout le besoin pressant de survivre qui les pousse vers les poubelles. C'est vrai que cette pratique se fait au détriment de l'hygiène et de leur santé.

Et tant que la société, n'aura pas mieux à leur offrir, les déguerpissements répétitifs seront toujours inefficaces. Poussés par la misère et la faim, les gens sortiront toujours pour essayer de gagner leur subsistance aux abords des grandes artères, d'une manière ou d'une autre.

LE GOUVERNEMENT VEUT SERVIR DE LA « PATIENCE » AUX TRAVAILLEURS.

Koné Bruno, ministre et porte-parole du gouvernement dans une interview donnée à un journal de la place a prétendu que « *les ivoiriens montrent un peu trop d'impatience* ». Il parlait des fonctionnaires et autres travailleurs qui réclament des augmentations de salaire. Et pourtant, quand du jour au lendemain, le gouvernement a augmenté le prix du gaz, réduisant le pouvoir d'achat des ménages déjà très bas, ce monsieur n'a rien trouvé à redire.

Au fil des années et des gouvernements successifs, si les salaires n'ont pas progressé, tous les prix n'ont cessé de flamber, réduisant ainsi le pouvoir d'achat des ménages à chaque augmentation. Cela fait des décennies que cette situation dure. Ce n'est donc pas quelqu'un, qui a le ventre, la bouche et les poches pleins, qui va faire la morale à des travailleurs des usines et des chantiers, les petits fonctionnaires et autres jobbeurs qui arrivent difficilement à joindre les deux bouts.

« DISCUSSION DIRECTE », FPI-GOUVERNEMENT : QUAND LES OISEAUX DE MEME PLUMAGE S'ASSEMBLENT

Depuis le mois de janvier une discussion s'est engagée entre le gouvernement PDCI-RDR et le FPI. Les 3 000 morts, résultant de la crise post-électorale dus à leur confrontation, semblent être loin derrière eux. Aujourd'hui, ils sont en discussion pour trouver ce sur quoi s'accorder pour partager ensemble le gâteau. Pour le moment ils ont du mal à s'accorder sur certains points.

La mémoire des morts ne les hante pas. Ils s'en rejettent

mutuellement la responsabilité. Cela n'est pas étonnant. Criminels, ils le sont tous ! Les uns et les autres ne se servent des populations que comme marchepieds pour accéder au pouvoir. Les morts, ce n'est finalement pas leur affaire ! L'essentiel pour eux étant de rester accrochés au pouvoir, ou d'en évincer celui qui s'y trouve pour s'y installer quitte à se hisser sur des cadavres.

L E U R S O C I E T E

UNIVERSITES DE COCODY ET D'ABOBO ADJAME : LIEU DE SOUFFRANCE DES ETUDIANTS.

Les nouvelles autorités se sont félicitées d'avoir rénové les universités à coût de 100 milliards dont 42 milliards auraient été détournés. A ce propos, l'Etat a engagé de grands moyens pour faire beaucoup de bruits concernant cette rénovation. Des publicités et reportages montraient que l'université de Cocody disposait de toutes les commodités pour une rentrée universitaire. Mais la réalité est tout autre.

D'abord, c'étaient les frais d'inscription qui étaient fixés de 100 000 francs à 300 000 francs selon les niveaux. Après la grogne de la population contre cette mesure impopulaire, le gouvernement a revu sa note à la baisse et a fixé officiellement les frais à 30 000 francs. Mais en réalité, les frais d'inscription sont au-delà de ce montant. Aujourd'hui, il faut plus de 37 000 francs pour qu'un étudiant de la première année soit régulièrement inscrit. Celui de maîtrise doit payer plus de 67 000 francs et celui qui s'inscrit en thèse plus de 97 000 francs.

Ensuite, après avoir annoncé la dotation de l'université en bibliothèque ultramoderne, grande a été la surprise des étudiants de constater qu'elle n'est pas fonctionnelle. Pour travailler ils sont obligés d'aller hors de l'université et s'inscrire dans des bibliothèques privées. Pas de salle d'étude. Même pour prendre les cours, certains étudiants s'asseyent dans les couloirs et d'autres restent debout.

Pour se rendre au cours, le seul moyen dont disposent les enfants des pauvres est le transport en commun c'est-à-dire les bus de la Sotra. Les étudiants peuvent passer plus de deux heures à attendre le bus. D'ailleurs les conditions de déplacement sont tellement difficiles que, il y a quelques semaines, un étudiant en luttant pour monter dans le bus a eu son pied broyé par le pneu de l'engin devant le chu de Cocody. Une étudiante a été écrasée par un bus de la Sotra et est morte sur le champ au terminus de la cité administrative au Plateau.

Enfin, les conditions de restauration sont encore plus déplorable. Il n'y a pas de lieu de restauration sur le campus pour les étudiants démunis. Les quelques endroits qui existent ne sont pas accessibles à tout le monde. Le prix des menus proposés aux étudiants varie entre 1000 francs et 3000 francs. Même les enseignants qui ont un pouvoir d'achat refusent d'aller se restaurer dans ces lieux, à plus forte raison les étudiants. Pour manger, les étudiants doivent faire cinq cents mètres à un kilomètre pour aller chercher de la nourriture.

Après tout ce bruit fait autour des universités, l'on se rend compte que cette rénovation ne s'arrête qu'au niveau des couches de peinture passées sur les murs et que les enfants des pauvres sont d'ores et déjà exclus vu les conditions dans lesquelles ils doivent étudier.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

MICAO, PETIT BOUAKE : LES POPULATION EXPOSEES A UNE POLLUTION DE L'AIR

Une usine qui n'a même pas de nom recycle de l'huile de moteur usagée. Elle est située à proximité de Petit-Bouaké un sous quartier de Micao dans la périphérie de la zone industrielle de Yopougon. Et elle déverse une fumée nauséabonde sur le quartier de façon permanente. Dans le marché juste à côté, les femmes sont directement exposées à cette fumée qu'elles respirent à pleins poumons toute la journée. Le soir, c'est tout le quartier qui est importuné par cette fumée irrespirable. C'est inacceptable que ce genre d'entreprises polluantes s'installe en pleine zone d'habitation des ouvriers.

C'est presque sûr que nombre de problèmes de santé dont cette population est victime provient de l'inhalation quasi quotidienne de cette fumée toxique.

Il existe certainement un procédé technique pour filtrer un tant soit peu cette fumée afin de la rendre moins polluante. Mais ce n'est sans doute pas des capitalistes qu'il faut attendre cela. La seule chose qui compte pour ces gens-là, c'est le profit qu'ils en tirent. Quitte à intoxiquer tout un quartier.

Si la situation perdure, il ne restera plus d'autre solution aux riverains de ce quartier que de se faire entendre bruyamment.

SOTACI, SECTION MACHETTE : CONDITIONS DE TRAVAIL INFERNALES

Sotaci est une entreprise de métallurgie qui fabrique aussi bien des clous que des futs, des grillages, des machettes, etc. Elle est située à la zone industrielle. Les conditions de travail dans certaines sections sont particulièrement mauvaises. Voici le témoignage d'un travailleur qui décrit la situation.

« Lorsque tu travailles à la section machette de la Sotaci, tu as l'impression de ne pas être très loin de l'enfer. Pour tenir à ton poste de travail pendant longtemps, il faut être dur. La présence de fours dans l'enceinte de l'usine crée une chaleur persistante. Nos collègues qui sont en contact avec ces fours, sont

tout le temps en sueur comme s'ils étaient sous une pluie battante. De plus, la combustion du DDO, le carburant qui fait tourner les fours crée une fumée intense. Ce mélange de fumée et de chaleur rend l'atmosphère irrespirable. Sans compter le manque d'espace, car les patrons veulent exploiter le moindre cm² pour y mettre des machines.

Le système de ventilation existant est dépassé et ne parvient pas à dégager convenablement la fumée. Du coup, le matériel de protection devient superflu. »

Mais pour ces patrons, tant que leur production est faite et qu'ils encaissent les profits, où est donc le problème ?

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SICOGI PK 18 : PETITE VICTOIRE DES TRAVAILLEURS APRES TROIS JOURS DE GREVE !

Le chantier la « *Concorde* » est une opération immobilière de la Sicogi dans la commune d'Abobo à PK18. Les travaux de cette opération sont confiés à une entreprise chinoise, la Covec. Elle emploie près de 300 travailleurs. Mécontents des mauvais traitements qu'ils subissent depuis près de deux ans, ces travailleurs ont décidé d'arrêter le travail le lundi 4 février pour dénoncer cette situation.

Mais en réalité la grève a commencé dès le samedi 2 par un groupe de menuisier. Ils réclament une augmentation de salaire de 500F parce qu'il y a déjà un autre groupe un peu mieux payé qu'eux. Et comme le mécontentement était déjà dans l'air, à la pose du midi, les autres groupes de travailleurs ont décidé de rejoindre les grévistes dès le lundi matin.

Ainsi, le lundi 4 la grève est totale sur le chantier. Les travailleurs ont dressé une liste de revendications qu'on peut résumer comme suit : respect du barème en bâtiment ; déclaration à la CNPS ; 8 heures de travail au lieu de 10h ; différentes primes, etc. La direction de la Covec ayant constaté l'arrêt total dans toutes les sections, a voulu étouffer le mouvement en organisant un semblant de rencontre de négociation. Ce fut pour elle plutôt l'occasion de blâmer les travailleurs et leur tenir des propos révoltants du genre : « *Votre grève est illégale. Ce que je paie comme salaire (2500F pour les manœuvres pour 10 heures de travail et 3500 pour les ouvriers) est suffisant car il y a d'autres qui paient moins que moi. Je ne peux rien faire de plus pour vous* ». Après le compte rendu des délégués,

les travailleurs décident unanimement de continuer la grève jusqu'à satisfaction des revendications.

Le mardi 5, la grève est effective. Le directeur de la Covec, alors en déplacement, est revenu rapidement. Mais il n'a pas trouvé nécessaire de reprendre la négociation avec les travailleurs. Du coup, à l'assemblée générale du mardi soir, les travailleurs décident de durcir le mouvement dès le lendemain matin. Ils ont décidé de confectionner des pancartes et de bloquer des accès du chantier à tout mouvement de véhicules.

C'est ainsi que le mercredi 6, très tôt le matin, des dizaines de travailleurs bloquent l'accès du chantier à la direction. Sur les pancartes on peut lire : « *Chinois voleur, on veut l'application du barème, la déclaration à la CNPS, le droit au respect des travailleurs. Nous ne sommes pas des animaux, etc.* ».

Aux environs de 8 heures, plus de 200 travailleurs sont mobilisés. Une quarantaine d'entre eux, pancarte en main, font le tour de la direction en courant et en chantant des slogans hostiles aux patrons. Le reste des travailleurs gardent le portail qu'ils ont pris le soin de fermer à tout visiteur. C'est dans cette ambiance surchauffée que le DG de la Sicogi, ses collaborateurs ainsi que celui de la Covec arrivent sur le chantier. Manifestement, les dirigeants de la Sicogi semblent ignorer que les travailleurs sont en grève. Ils sont apparemment venus pour faire visiter le chantier à des clients. Devant cette mauvaise publicité et cet accueil inhabituel, la Sicogi demande à

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

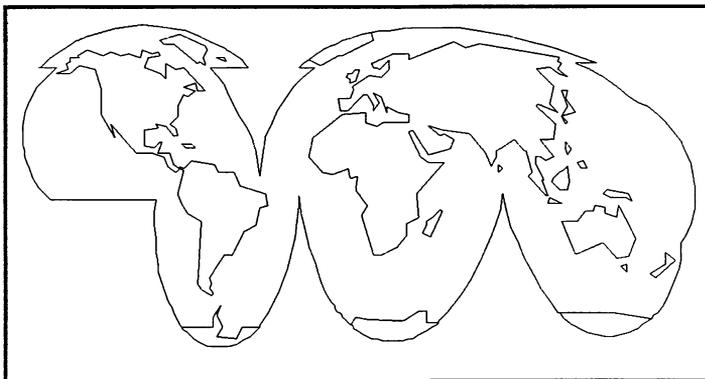
rencontrer les travailleurs. Elle finit par donner raison aux travailleurs et promet de faire pression sur la direction de la Covec. Le soir même la direction de la Covec informe les travailleurs de la reprise des négociations dès le jeudi à 8 heures.

C'est ainsi que ce jeudi-là à 8 heures 30 débute la négociation. Cette fois-ci, le directeur de la Covec, lui-même présent, reconnaît qu'il n'a pas appliqué le barème en vigueur du BTP et promet qu'à partir de maintenant il va l'appliquer

et que le nouveau salaire prendra effet à compter du premier mars. Il s'engage aussi à respecter tous les autres points des revendications des travailleurs.

Les travailleurs se sont réunis en assemblée pour apprécier les conclusions de la rencontre. Ils ont dit avoir pris bonne note, et ont décidé de reprendre le travail le lundi 11. Mais ils ont dit aussi que « *le serpent n'étant pas mort* » ils gardent donc leur bâton en main et sont prêts à réagir à tout moment.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MALI : L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DÉCIDE, LES AUTORITÉS MALIENNES EXECUTENT

Les médias gouvernementaux ainsi que ceux des partis qui soutiennent le pouvoir actuel ne tarissent pas d'éloges à l'égard des "vaillants soldats" maliens qui, "aux côtés de leurs frères d'armes" français, auraient "libéré" les villes conquises par les forces djihadistes dans le nord du Mali. Ce n'est rien d'autre que de la propagande mensongère pour faire croire que l'armée malienne est pour quelque chose dans la "libération" du Nord-Mali. La vérité c'est que l'armée malienne ne s'est même pas battue. Elle s'est plutôt distinguée par sa couardise devant les combattants islamistes dans la ville de Konna en abandonnant armes et bagages comme elle l'avait fait quelques mois plus tôt dans la ville de Kidal.

C'est une fois que les villes sont reconquises par l'armée française après les bombardements aériens puis l'occupation des lieux par les bataillons terrestres français que le commandement militaire malien est convié à "prendre possession" des lieux. La "livraison" de la ville se fait même de manière cérémoniale : un officier français se présente devant un officier malien et lui dit : "la ville est à vous mon colonel".

C'est de cette manière que la passation du pouvoir a eu lieu à Konna, Diabaly, Savaré, Gao et Tombouctou. Mais dans les villes situées plus au nord comme Kidal, Ménaka, Tessalit ou Aguel Hoc, les autorités françaises n'ont même pas voulu la présence de l'armée malienne. Elles ont choisi de confier le pouvoir dans ces villes à l'armée tchadienne une fois que le MNLA et les combattants islamistes ont battu en retraite dans les montagnes et les grottes environnantes.

L'amour propre des nationalistes de Bamako en a pris un coup et ils ont dû admettre de gré ou de force que c'est le gouvernement français qui décide du moment qu'il jugera opportun pour autoriser l'armée malienne à mettre les pieds sur cette zone frontalière entre l'Algérie, le Mali et le Niger. Actuellement, l'armée française semble vouloir négocier avec les dirigeants du MNLA pour "sécuriser" la frontière entre le Niger et le Mali. Le but du gouvernement français est en effet de protéger les sites d'extraction d'uranium situés de l'autre côté de la frontière, au Niger, pour le grand bien d'Aréva, la société française qui alimente l'industrie nucléaire en uranium pour la production d'électricité. Le gouvernement français n'a aucune confiance dans la capacité de l'armée malienne pour accomplir cette tâche. Des milliards d'euros sont en jeu et pour l'Etat français, les intérêts de sa bourgeoisie priment sur la velléité des autorités maliennes.

En plus des intérêts d'Aréva, il semble que le gouvernement français veut s'appuyer sur les dirigeants du MNLA pour trouver des solutions permettant de libérer les otages français retenus par les islamistes.

Cette mise à l'écart de l'armée malienne semble provoquer une certaine grogne au niveau de la hiérarchie militaire malienne mais pour le moment elle a plus à faire à ses propres dissensions internes entre bérets rouges et bérets verts qu'à vouloir aller coûte que coûte vers le borbier de l'extrême Nord. Quant au gouvernement de Dioncounda Traoré, il n'a d'autre choix que de se plier au dictat de son sauveur, François Hollande.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de production et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.